

## Synthèse de la réunion « Grand Débat » du 2 février 2019 à Fourquevaux

### Thème : démocratie et citoyenneté

#### **Organisation**

Lieu : salle du conseil, mairie de Fourquevaux

Participants : 18

L'un des participants prend des notes en direct sur ordinateur (tableau ci-après) avec projection sur écran visible de tous.

Les nouveaux participants ont ajouté leur adresse courriel à la liste

Des participants à la séance initiale du 26 janvier se sont excusés de ne pas être présents ce jour.

La prochaine séance, le 6 février 2019 à 19H00, abordera le thème de la transition écologique.

Certains participants ont déjà prévenu qu'ils ne pourraient probablement pas y être.

**Le maire propose une méthode de travail** : aborder chacun des sujets listés la semaine précédente dans le thème Démocratie et Citoyenneté en répondant aux questions suivantes.

(1) Qu'est-ce qui ne fonctionne pas ?

(2) Pourquoi cela ne fonctionne pas ?

(3) Qu'est-ce qu'on se propose de faire pour que cela aille mieux ?

(4) Pourquoi ce qu'on propose fonctionnerait mieux ?

(5) Quels impacts une telle modification aurait-elle ?

(6) Comment vérifiera-t-on que cela fonctionne mieux ?

Les réponses sont consignées dans le tableau projeté sur écran.

Les participants sont d'accord sur le fait que des avis et propositions différents voire divergents sont notés sans que tous soient forcément d'accord avec la proposition. Le débat n'a pas pour objectif de que tous soient d'accord.

#### **Synthèse :**

Il faut souligner que les participants apprécient le système démocratique actuel, ne cherchent pas à le chambouler mais à en améliorer le fonctionnement. La rupture n'est pas souhaitée. La majeure partie du débat s'est finalement focalisée sur les meilleurs moyens qu'une politique soit menée en respectant une vraie représentativité du peuple. Ce sont donc ci-dessous des idées d'amélioration qui sont proposées, après un diagnostic assez partagé (mais pas à 100%).

#### *Ce qui ne fonctionne pas*

- Le pays est dirigé par des gens qui administrent sans se sentir responsables et qui tournent sans se soucier des conséquences de leurs décisions d'administration ; ils n'ont pas de comptes à rendre régulièrement au peuple. Le président est comme un roi, il ne rend compte à personne

- Représentativité :

- Les élections, et en particulier l'élection présidentielle, conduisent à voter par défaut, pas par adhésion ;
- du coup les élus manquent de représentativité, l'Assemblée Nationale n'est pas assez plurielle ;
- le vote blanc, c'est à dire celui de citoyens insatisfaits de l'offre politique présentée, serait-il majoritaire s'il était pris en compte ?
- Sur certains sujets, les députés subissent l'influence ou la corruption des lobbies et leur avis n'est plus représentatif que d'intérêts catégoriels

- Une trop grande place est donnée dans les médias à des personnes (à présent les « gilets jaunes »)

qui disent parler « au nom du peuple » alors que c'est un abus de langage. Les sondages influencent trop l'opinion.

- On constate une trop grande versatilité et impatience de l'opinion qui exige des résultats immédiats alors que les élections donnent aux politiques un mandat de réalisation d'un programme sur 5 ans.
- Le choix majoritaire n'est plus respecté, les représentants sont remis en question à peine élus.
- Les partis politiques ne permettent pas le choix des plus compétents, ce sont des organisations où seul celui qui écrase l'autre progresse dans la hiérarchie en visant des postes ; les idées débattues par la base sont perdues en chemin.
- Les élus nationaux n'ont pas tous une expérience locale
- Le programme qui a permis de gagner les élections n'est pas respecté.
- Les propositions de loi des parlementaires sont peu nombreuses et/ou peu mises au débat
- Le contrôle de l'application des lois n'est pas efficace

*Pourquoi cela ne fonctionne pas*

- (pas de commentaire)

*Que propose-t-on de faire ? Quel impact ?*

- Que seules les personnes ayant une expérience d'élu en exécutif territorial puissent briguer un mandat national.
  - Cela encouragerait l'engagement local.
  - Cela éviterait les lois déconnectées de la réalité territoriale.
- Attribuer aux parlementaires un quota minimum de propositions de lois à examiner
  - Cela réduirait l'impression d'un parlement aux ordres du gouvernement.
- Trouver un mécanisme pour faire émerger et débattre de propositions de lois d'initiative citoyenne
  - Cela serait plus construit qu'un simple référendum où les votes ne sont en général pas une réponse à la question posée.
- Une Assemblée d'idées et sensibilités politiques avec élections 100 % à la proportionnelle + un Sénat 100 % territorial avec des candidats ancrés dans leur territoire, élus au suffrage universel.
  - Cela forcerait à des négociations pour mieux équilibrer les politiques plutôt que le fait & majoritaire écrasant et non modifiable
- Retrouver un calendrier électoral où le président est le président de tous les Français et le premier ministre issu d'une majorité d'idées (voir ci-dessus l'Assemblée Nationale à la proportionnelle intégrale). Pas trop court pour éviter la campagne électorale permanente.
- Faire approuver les ministres par l'Assemblée, comme les Commissaires Européens par le Parlement Européen.
  - Cela aiderait à ce que le gouvernement prenne mieux en compte les sensibilités variées de l'Assemblée
- Une partie des votes (sièges) de l'Assemblée réservée à l'expression citoyenne directe sur certains sujets, grâce à l'usage de moyens numériques et réseaux sociaux.
- Ne pas solliciter trop souvent les citoyens en direct car chaque question devient clivante ; celui dont l'opinion n'est pas mise en œuvre alors qu'il s'est exprimé en direct n'assume plus d'engagement ou de solidarité avec la décision prise en contradiction avec sa parole.

- Obtenir un engagement moral de l'élu sur une vraie charte déontologique ; notamment une transparence totale sur les rencontres avec les lobbies, l'engagement de rencontrer toutes les parties et pas seulement les lobbies les plus puissants. La transparence sur les notes de frais (au réel) est aussi souhaitée en plus de la transparence sur l'agenda.

- Sanctionner les parlementaires qui ne travaillent pas

*Ont été abordées sans être creusées beaucoup plus les questions/solutions ci-dessous*

- Le vote obligatoire : ne donnerait pas de meilleur résultat sauf si le vote blanc était reconnu
- La reconnaissance du vote blanc : s'il est majoritaire, il faut recommencer l'élection ; les candidats amélioreraient leurs propositions
- Proposition de vote proportionnel avec prime au major comme dans les élections régionales.
- Proposition de tirage au sort d'une partie des représentants : il a semblé que le travail d'élu national nécessitait des compétences, des capacités d'apprentissage, une volonté de se plonger dans ce monde et une capacité professionnelle à se libérer le temps d'un mandat qui n'étaient pas données/accessibles à tout le monde. Autre restriction : le tiré au sort serait dans une situation bancaire vis à vis des partis politiques qui travaillent beaucoup en groupes parlementaires.
- La réduction du nombre de députés avec une plus grande équipe pour chacun pour mieux travailler les dossiers.
- Proposition de revoir aussi les modes d'élection au niveau communal (tirage au sort et formation pour une moitié), intercommunal (suffrage direct sur liste avec projet de territoire) et européen (élection de listes transnationales portant des projets vraiment européens).

*Comment mesurer les progrès ?*

- (pas de commentaire)

*Bien que listés la semaine précédente, n'ont pas été abordés les sujets suivants*

- Laïcité à l'école
- Que l'Europe laisse les coudées franches aux pays pour ses politiques sociales et environnementales
- Immigration